

Service Prévention des Risques Techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE de la société
SPRB VALABREGUE SA, pour l'exploitation de sa carrière située au lieu-dit
" Noyères, Jonqueirolles "sur le territoire de la commune de Bollène (84500)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V et ses articles L. 171-8, R.512-39-1 et 3 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU** la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 611 du 23 mars 2000 autorisant la société SPRB VALABREGUE à exploiter une carrière, implantée lieu-dit " Noyères, Jonqueirolles ", sur le territoire de la commune de Bollène (84500) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2025, relatif à l'inspection du 17 novembre 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement dispose notamment que :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. [...]

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester [...] de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.[...] ;

CONSIDÉRANT que l'article R512-39-3 du Code de l'environnement dispose notamment que :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, [...], l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, [...], d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...] ;

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester[...] par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. [...] ;

CONSIDÉRANT que l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé dispose que la remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2000 susvisé, permet une exploitation de la carrière exploitée par la société SPRB Valabrègue pour une durée de 25 ans, soit jusqu'au 23 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 17 novembre 2025, objet du rapport susvisé, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- l'activité d'extraction d'argile est à l'arrêt ;
- les opérations de remise en état, prévues dans le dossier de demande d'autorisation ayant abouti à l'arrêté du 23 mars 2000 susvisé, n'ont pas été réalisées ;
- aucune démarche n'a été engagée par l'exploitant afin d'élaborer le dossier de cessation d'activité prescrit aux articles R.512-39-1 et 3 du Code de l'environnement ;
- l'exploitant n'a pas déposé de dossier de demande d'autorisation environnementale, afin de poursuivre son activité d'extraction ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi les installations de la société SPRB VALABREGUE sont exploitées en violation des conditions imposées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et les articles R.512-39-1 et 3 du Code de l'environnement susvisés ;

CONSIDÉRANT que le non-respect des dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et les articles R.512-39-1 et 3 du Code de l'environnement est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles R.512-39-1 et 3 du Code de l'environnement susvisés, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 susvisé ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - CHAMP D'APPLICATION

La Société des Produits Réfractaires de Bollène (SPRB) VALABREGUE SA, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé Route de Suze à Bollène (84500), est mise en demeure pour sa carrière, située lieu-dit " Noyères, Jonqueirolles " sur le territoire de la commune de Bollène (84500), de se conformer aux dispositions des articles R.512-39-1 et 3 du Code de l'environnement.

Afin de respecter les dispositions du présent arrêté, l'exploitant doit :

- **au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, notifier à l'autorité préfectorale l'arrêt définitif de ses activités, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation prévue à l'article R.512-39-1 III du Code de l'environnement, dans la semaine suivant son établissement par l'entreprise certifiée ;

- **au plus tard dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant transmet à l'autorité préfectorale un mémoire décrivant les mesures prévues, afin de permettre la remise en état du site et assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Ce mémoire doit être transmis, accompagné de l'attestation prévue à l'article R.512-39-3 I du code de l'environnement établie par une entreprise certifiée ;
- **au plus tard dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant transmet à l'autorité préfectorale l'attestation d'une entreprise certifiée, prévue à l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement.

ARTICLE 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Bollène, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de

l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 19 janvier 2026

Pour le préfet,
La secrétaire générale

Signé : Sabine ROUSSELY